



LE PRESIDENT

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Date & Lieu : 19 Mai 2016 au siège du CCM-CI
Heure de début : 14 h 40 mn **Heure de Fin :** 17 h 30 mn
Présence Effective : 40 Personnes
Président de Séance : Dr. OUATTARA DJENEBA

Quorum : 20/25
Nombre de Personne du Secteur Public : 4
Nombre de Personne du Secteur Privé : 3
Nombre de Personne de la Société Civile : 8
Nombre de Personne des PR : 0
Nombre de Personnes des Populations Clés : 1
Partenaires Bilatéraux / Multilatéraux / Observateurs : 4
Equipe Pays du Fonds Mondial : 00
LFA : 0
Conseiller Technique : 1
Personnel Secrétariat Permanent CCM-CI : 8
Autres membres du CCM-CI (suppléants – Invités) : 11

Préambule :

Docteur DIA Roger, chargé de Programme GAS du CCM-Côte d'Ivoire a entamé la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les membres à la deuxième Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2016.

Sous la présidence de Dr. OUATTARA N. DJENEBA, Présidente du CCM-Côte d'Ivoire, il a vérifié le quorum qui conditionne le démarrage effectif des travaux.

Le quorum étant atteint à 20 membres présents sur 25, il a donné la parole à Mme la Présidente pour son mot d'ouverture.

Ella a salué et remercié les membres et les invités qui ont effectués le déplacement. Elle s'est réjoui comme toujours du fait que le laps de temps écoulé n'ait pas été de tout repos au vu du bilan des activités menées : réunions des comités, visites de sites, supervisions, rédaction de la demande de financement VIH, participation à l'organisation du 35^{ème} Conseil d'Administration du Fonds Mondial.

Elle a indiqué que cette rencontre était l'occasion de partager le bilan de 4 mois d'activités conformément aux responsabilités confiées au Bureau Exécutif. Un des devoirs du Bureau Exécutif étant la retro information, il a été initié dans certaines rencontres, le partage d'informations majeures des secteurs. Les partenaires et les pop clés s'y exerceront au cours de

cette AGO. Elle a réitéré ses remerciements à tous les membres pour leur disponibilité, leur sollicitude et leur implication dans chacune des activités. Sur ce, elle a déclaré ouverte la 2^{ème} Assemblée Générale Ordinaire du CCM.

PROPOSITION DE L'ORDRE DU JOUR

- I- Adoption du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 février 2016**
- II- Informations Générales**
- III- Processus de demande de financement extension VIH-Sida**
- IV- Bilan des activités**
- V- Outil pour la revue des programmes : CCM Dashboard**
- VI- Nouvelles des secteurs**
 - a. Informations sur la section Nouvelle des Secteurs
 - b. Nouvelles du Fonds Mondial
 - c. Partenaires Techniques et Financiers (PEPFAR)
 - d. Société Civile (Pop clé)
- VII- Divers**
 - a. UNICO
 - b. ALLIANCE –Côte d'Ivoire
 - c. ASAPSU
 - d. DPML-NPSP-PNDAP-LNSP
 - e. Autres points de divers

L'ordre du jour ainsi présenté par la Présidente a été adopté à l'unanimité.

I- VALIDATION DU PROCES-VERBAL DE L'AGO DU 25 FEVRIER 2015

Mme la Présidente a signifié que le procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 février 2016 a été partagé et des contributions ont été apportées et intégrées à la version finale qui leur est soumis ce jour. Elle prie tous les membres qui ont encore des observations à partager, de bien vouloir les transmettre au plus tard le 20 Mai afin de finaliser ledit procès-verbal. Sous réserve des inputs à transmettre, le Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 février 2016 a été adopté à l'unanimité des membres présents.

II- INFORMATIONS GENERALES

Mr Adou Kouabenan, 1^{er} Vice-Président a fait noter que depuis la dernière Assemblée Générale, il y a eu beaucoup d'informations citées ci-dessous :

23 mars 2016 : réunion de coordination du PNLP à Agboville organisée par le PEPFAR

29 mars 2016 : Lancement du projet Linkage à l'Ambassade des USA

29 au 31 mars 2016 : Mission du FM en Côte d'Ivoire (GAS et Service Juridique du FM)

31 mars 2016 : Réunion du comité de pilotage du Financement basé sur la performance à l'Hôtel Ibis au Plateau

5 avril 2016 : Réunion pour le point des analyses financières avec le PNLS, Alliance, PEPFAR et le CCM-Côte d'Ivoire

7 avril 2016 : Rencontre OMS et CCM dans le cadre de la collaboration de l'OMS et de la Côte d'Ivoire (Pr. AKPA GBARY)

12 avril 2016 : Réunion du dialogue pays différencié (demande de financement)

13 au 22 avril 2016 : Mission GMS pour la génération du PR et du CCM Dashboard

14 avril 2016 : Réunion d'information pour la réalisation de la cartographie du système d'approvisionnement et de distribution des médicaments essentiels tenue à l'AIBEF et organisée par le PNDAP

20 avril 2016 : **Réception** du rapport définitif du Bureau de l'Inspection Générale (BIG) du Fonds mondial

24 au 28 avril : **Organisation du 35^{ème} Conseil d'Administration du Fonds Mondial Sofitel Hôtel Ivoire**

26 avril 2016 : Conférence de presse (rapport du BIG sur les Antituberculeux) FM-MSHP-NPSP-PNLT-CCM

03 mai 2016 : Lancement des activités de la plateforme de la Société Civile CCM-CI Plateforme de la Société Civile

09 au 13 mai 2016 : **Rédaction de la demande de financement VIH/SIDA CCM-CI**

11 mai 2016 : Atelier de validation des résultats de l'enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques de la tuberculose organisé par Caritas

13 mai 2016 lancement officiel du «concours inter-école» District du plateau SAVE THE CHILDREN

10 Mai : réunion interministérielle sur la prise en charge pédiatrique du VIH Hôtel Ivoire organisée par ONUSIDA ET LE MSHP

III-Processus de demande de financement

Dr Magarida, Présidente du Comité VIH-Sida a présenté l'état d'avancement de la demande de financement de l'extension de la subvention VIH.

Elle a rappelé que la phase 2 du Round 9 couvrant les besoins de financement de la période d'octobre 2013 à septembre 2016 arrivant à son terme et compte tenu de l'ouverture de la nouvelle période de mobilisation de ressources du Fonds Mondial en janvier 2018 ainsi que de la décision de maintenir entretemps les stratégies globales de lutte contre la pandémie, le CCM a sollicité et obtenu du Fonds Mondial la possibilité de soumettre une note conceptuelle simplifiée relative à l'extension des activités de la phase 2 Round 9 jusqu'au 31 décembre 2017.

Le processus a démarré par la validation du PSN 2016-2020 suivi de l'analyse financière des PRs (PNLS et ALLIANCE).

Il ressort de cette analyse que le montant global des économies faites est chiffré à 20 362 986 Euros et la demande auprès du FM de 9 400 000 Euros. Le total cumulé est de 29 762 986 Euros soit 19 523 239 008 FCFA.

Un dialogue pays inclusif et participatif a été organisé le 12 avril 2016 regroupant tous les acteurs qui contribuent à l'élaboration de la demande de financement par le biais de leurs représentants auprès du CCM.

Cette rencontre a permis de présenter les grands axes stratégiques de la lutte contre le VIH-Sida et à mettre en place le comité de rédaction.

Par ailleurs, le délai de soumission des documents au nombre de quatre (le cadre de performance, le budget, le plan GAS et le narratif) au Fonds Mondial a été fixé au 30 Mai 2016

Sur cette base, le comité de rédaction a pu soumettre les documents dans les délais requis.

De cette période du 10 mai jusqu'à ce jour, les échanges ont lieu entre le comité de rédaction, le CCM et l'équipe pays du FM pour les différentes clarifications.

Les échanges qui ont suivies la présentation ont permis au Dr Magarida de préciser la méthodologie qui a permis de faire l'analyse financière.

Dr OUATTARA Djénéba a ajouté que chaque trimestre, une analyse est faite par activité non réalisée, elles sont par la suite replanifiées ; ceci étant une des recommandations de l'atelier régional sur les subventions du FM qui s'est tenu du 02 au 03 aout 2015 à Abidjan Sofitel Ivoire.

L'expert Jean Marie MASUMBUKO a ensuite posé une préoccupation relative à la répartition des fonds à savoir les 30 millions d'euro d'économie. En retour, docteur MARGARIDA a précisé que près de la moitié c'est-à-dire 15 millions d'euro reviendraient à l'achat des médicaments de GAS et qu'une ré-quantification devrait être faite. Le reste sera équitablement réparti entre les PRs.

Le gouvernement contribue à hauteur de 11 millions de dollars en médicaments, le PEPFAR à hauteur de 8.5 millions, celle du FM sera un peu plus importante en fonction de l'approvisionnement du pays.

IV- Bilan des activités des comités

Avant d'entamer la présentation du bilan des activités des comités, la Présidente a rappelé que les comités sont composés des membres du CCM qui se sont inscrits et les personnes ressources cooptées. Elle a axé sa présentation sur trois points i) la représentativité des secteurs aux réunions des comités, ii) la Performance des comités et iii) l'exécution des budgets.

► La représentativité des secteurs aux réunions des comités

Dans cette présentation, elle a fait ressortir le bilan des activités menées de janvier à avril 2016 et le point de la participation de chaque membre du CCM dans les comités.

On retient de cette présentation :

- Une faible représentativité du secteur privé et des APASTP dans les comités
- La non assiduité des membres du CCM-Côte d'Ivoire aux réunions
- La non-participation de la moitié des membres inscrits
- La forte mobilisation des personnes ressources aux réunions des comités

► Performance des Comités

- Comité VIH-Sida : sur 4 réunions prévues, le comité en a tenu 5 du fait de la rédaction de la demande de financement de l'extension de la phase 2 VIH, 2 visites de sites réalisées sur 1 prévue, aucune supervision.
- Comité Tuberculose : 4 réunions tenues sur les 4 prévues, une visite de site et une supervision des PR réalisées

- Comité Paludisme : 4 réunions tenues sur les 4 prévues, une visite de site et une supervision des PR réalisées
- Comité Finances : 2 réunions sur 4 tenues, aucune visite de sites ni de supervision des PR

Les échanges ont permis de relever les constats ci-dessous :

- Difficultés de fonctionnement du comité finances dues à l'indisponibilité des membres.
- Besoin en renforcement des Ressources Humaines du comité finances (auditeurs des PRs, auditeurs du MEF, Personnes Ressources)

Il faut noter que l'absence de revue de Dashboard au niveau de tous les comités est due au fait que les subventions exécutées par les PRs Tuberculose et Paludisme sont nouvelles. Le PR et le CCM Dashboard sont en voie d'implémentation.

L'absence de supervision du comité VIH est liée au processus de rédaction de la demande de financement qui rend indisponible les PRs Public et Communautaire.

► Exécution des budgets

Au niveau du Budget de l'état, sur un total de 109 millions de francs cfa, les dépenses effectuées s'élèvent à **34 315 061 Fcfa** soit 31.48% de taux correspondant à cinq mois d'exécution.

Par ailleurs une rallonge budgétaire d'un montant de 50 000 000 F CFA a été approuvée et octroyée au CCM par la DAF du MSLS.

Pour le Budget du Fonds Mondial, sur un total de 64 489 232 de francs CFA, 23 553 485 FCFA ont été dépensés soit 36,54% de taux d'exécution. Ce qui justifie ce faible taux est le processus en cours de l'appel d'offres pour l'achat de biens et services. A la fin du processus, le taux d'exécution sera amélioré.

A la suite des différentes présentations faites par la Présidente, les participants pour les mois à venir ont émis les actions suivantes :

- s'assurer de la bonne marche du mécanisme de suivi des stocks au niveau des PRs (volet GAS)
- Procéder aux différentes Revue Dashboard
- Renforcer les capacités des membres des comités à l'analyse du CCM Dashboard
- Organiser l'Atelier de validation du plan stratégique des OSC
- Tenir les réunions de concertation avec les différents secteurs
- Tenir la réunion de coordination avec les PR

RECOMMANDATIONS

- Il est recommandé au Comité Tuberculose de faire le suivi auprès du PNLT pour l'identification du centre de Prise en Charge des TBMR.
- Le Comité GAS doit faire le suivi auprès du PNLT pour le remboursement par la régie de l'aéroport des antis TB.
- Les comités VIH, Paludisme, Finances et RSS devront faire le suivi des textes réglementaires nécessaires pour la mise en œuvre du PBF.
- Il est demandé au SP de transmettre les PR Dashboard aux présidents des comités dès réception.

- Le secteur privé a été invité à faire participer des personnes ressources dans les différents comités qui sont ouverts à tous.

V- Présentation de l'outil CCM Dashboard

Dr Konan Claude, consultant GMS a fait une présentation de l'outil développé pour les PR et les CCM : le tableau de bord communément appelé Dashboard.

« PR Dashboard » pour les Récipiendaires Principaux et « CCM Dashboard » pour l'instance de Coordination.

Le PR Dashboard qui sert à alimenter le CCM Dashboard, fait le résumé de la subvention en identifiant les problèmes et les goulots d'étranglement. C'est un outil dynamique et maniable qui est composé de plusieurs indicateurs.

Il est installé chez chaque PR et prend en compte 15 indicateurs programmatiques définis par le PR, celui du CCM Dashboard prend en prend 5.

A la fin de chaque trimestre, les PR transmettent leur Dashboard au CCM pour l'établissement du CCM Dashboard.

Le CCM Dashboard : prend en compte toutes les subventions et a les mêmes caractéristiques que le PR Dashboard.

A chaque revue, il y aura une place pour les commentaires, un plan d'action pour mieux percevoir les recommandations et le suivi de leurs mises en œuvre.

Le PR Communautaire de la subvention Paludisme SAVE THE CHILDREN n'est pas encore en possession de la maquette du PR Dashboard.

Auparavant, le Dashboard était renseigné uniquement par le PR et constituait une tâche alors que le nouvel outil est d'abord renseigné par les SR avant d'être transmis au PR.

L'avantage de cet outil, c'est qu'il permet de suivre la performance de tous les SR et d'identifier très tôt les faibles performances.

VI- Nouvelles des secteurs

Pour introduire le chapitre des nouvelles des secteurs, la présidente a expliqué ce qu'est l'information et la retro information. Elle a rappelé le devoir de chaque membre du CCM qui est de rendre compte au secteur qu'il représente et rendre compte au CCM des activités du secteur. Ce qui permet une synergie d'actions pour le CCM.

L'innovation, est qu'au cours de cette AGO les nouvelles des secteurs seront données. Cette exercice débutera par les nouvelles du Fonds Mondial ensuite celles des partenaires (PEPFAR) suivi de celles des populations clé.

L'objectif est de donner l'opportunité aux secteurs de présenter leurs activités.

Chaque représentant de secteur, membre du Bureau Exécutif, présidera les différentes rencontres. Elle a aussi présenté le bulletin trimestriel du CCM en tant qu'outil d'information sur la vie des secteurs et du FM.

M. Gbanta a félicité la présidente pour cette belle initiative qui amènera les secteurs à mieux travailler.

► *Nouvelles du Fonds Mondial*

Les principales informations sont portées sur la tenue du 35^{ème} Conseil d'Administration, l'Audience accordée au Conseil d'Administration du Fonds Mondial par SEM le Président de la République de Côte d'Ivoire, le rapport du Bureau de l'Inspecteur Général et la conférence de presse suscité par la diffusion dudit rapport et le suivi du dossier de l'octroi de privilèges et immunités au Fonds Mondial.

35^{ème} Conseil d'Administration

Au total, 15 personnes ont représentées la Côte d'Ivoire au 35^{ème} conseil d'administration. Trois (3) représentants du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, sept personnes du CCM et 5 bénéficiaires principaux.

Les points forts du déroulement de cette rencontre sont :

- **Dimanche 24 avril 2016**, il y a eu un dîner francophone et une rencontre des circonscriptions pour discuter et harmoniser l'ordre du jour du Conseil d'Administration
- **Le lundi 25 avril** : un cocktail dinatoire de bienvenue a été offert par le Gouvernement de Côte d'Ivoire, des Visites de sites ont été menées à la MACA, dans les locaux de l'ONG Espace confiance, au CAT de Yopougon, à l'entrepôt Warehouse in box de la NPSP et des Rencontres d'échanges avec la société civile pilotée par Alliance-CI. Ce sont l'ONG Ruban Rouge (PVVIH), l'ONG BLETTY (PS) et l'ONG ALTERNATIVE (MSM) qui ont participé aux échanges.
- **Le mardi 26 avril** : La Cérémonie d'ouverture des travaux faite par Monsieur le Premier Ministre Monsieur Daniel KABLAN DUNCAN et un diner offert par la Ministre de la Santé et de l'hygiène Publique dans la soirée.
- **Mercredi 27 avril** : Un diner a été offert par l'Ambassade des USA.

Les grandes décisions prises sont :

- L'Adoption d'une Nouvelle stratégie « la Stratégie du Fonds mondial 2017-2022 : Investir pour éliminer les épidémies ». C'est-à-dire
 - Obtenir un impact maximal contre le VIH, la tuberculose et le paludisme;
 - Mettre en place des systèmes résilients et pérennes pour la santé (renforcer le système de santé) ;
 - Promouvoir et protéger les droits de l'Homme et l'égalité de genre
 - Mobiliser des ressources supplémentaires.
 - L'approbation du rapport financier annuel 2015.

Pour ce qui est de la méthode d'allocation, le conseil a approuvé une méthodologie pour 2017-2019 et une politique d'éligibilité révisée qui s'étend sur trois ans en prenant en compte le Revenu National Brut par habitant et le poids de la maladie.

Les pays devraient avoir autant de temps que possible pour planifier adéquatement la transition. En matière de Flexibilité, les pays et le Fonds mondial devraient avoir une marge de manœuvre afin d'adapter certains éléments de leur politique pour mieux convenir au pays en particulier et / ou au contexte régional.

Audience accordée au Fonds Mondial par SEM le Président de la République de Côte d'Ivoire

L'audience du Président de la République de Côte d'Ivoire avec la délégation du Fonds Mondial présidé par M. NORBERT HAUSER, Président du CA du FM a porté sur deux points :

- Le Rôle de champion de SEM le Président de la République (accepté d'aider le FM à reconstituer son financement)
- La Préparation à la transition

Rapport du BIG sur la gestion des antituberculeux

La présidente a indiqué que le rapport sur la gestion des antituberculeux diffusé officiellement le 20 avril 2016 est disponible sur les sites du Fonds Mondial et du CCM.

Le rapport évoque la présence de médicaments antituberculeux sur les marchés locaux du territoire Ivoirien.

La conclusion du rapport indique une mauvaise gestion des médicaments antituberculeux en Côte d'Ivoire.

En effet, les éléments ci-dessous ont été évoqués :

- Des comprimés de RHZE continuent d'être vendus sur les marchés locaux
- Des stocks importants de RHZE n'étaient pas comptabilisés et manquaient à la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique.
- La gestion des stocks de comprimés au PNLT est inappropriée avec un grand risque de détournement du stock de réserve
- Le problème concernant une livraison incomplète de comprimés n'a pas été résolu

En somme, l'on note des dépenses non-conformes d'une valeur de 155 605 USD, une livraison incomplète d'une valeur de 7061 USD non réclamée par le PNLT, la non justification de 2 millions de comprimés correspondant à 148 544 USD par la NPSP.

Cette situation a fait l'objet d'un reportage de la RTI au journal de 20 heures du 08 mai 2016 (disponible sur le site du CCM)

Afin de trouver des solutions à cette problématique, une séance de travail quadripartite (NPSP-PNLT - CCM-Côte d'Ivoire et le FM) en présence de Mme la Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique a été organisée. Cette séance de travail a permis de clarifier la situation et de convenir d'une mesure de gestion commune. (cf. vidéo sur le site du CCM).

Suivi du dossier de l'octroi de privilèges et immunités au Fonds Mondial.

Le FM n'étant pas résident, il n'a donc pas d'accord de siège, en remplacement de cela il demande l'octroi de privilèges et immunités pour leur présence fréquente en CI et la protection de leurs biens. Le dossier est transmis au Ministère des affaires étrangères depuis fin 2014 et est en bonne voie d'exécution.

► *Partenaires Techniques et Financiers (PEPFAR)*

Une présentation des stratégies du PEPFAR de la lutte contre le VIH en Côte d'Ivoire a été faite par Dr. MARGARIDA Rodrigues.

La présentation a porté sur :

- La nouvelle vision de l'ONUSIDA « 90 90 90 » (90% dépistés, 90% sous traitement et 90% avec une charge virale supprimée).
- Les zones d'intervention du PEPFAR catégorisées en zones i) Scale up to saturation (16 DS) ii) agressive scale up (23) et iii) sustained district (40). A chaque zone correspond un paquet d'activités à mettre en œuvre.
- Les activités spécifiques à mettre en œuvre en direction des populations clé.
- Les gaps programmatiques et financiers à couvrir ainsi que les forces et faiblesses du système.

► *Société Civile (Pop clé)*

M. Franck AMANI a présenté le projet Pilote des populations clé financé par le Fonds Mondial dont le suivi stratégique est exécuté par le service comptabilité du CCM. Le projet a débuté en 2015 et a bénéficié d'une extension au cours de l'année 2016.

Jusqu'à ce jour, les activités mises en œuvre sont ci-dessous présentées :

- Journée d'orientation sur le fonds mondial et le fonctionnement du CCM-CI à l'intention des organisations des Populations – Clés (HSH, PS, femmes+, populations carcérales)
- Journée d'information sur les interventions prioritaires pour la TB à l'intention des organisations de populations-clés (HSH, PS, Femmes+, Populations carcérales)
- Formulation de proposition dans le cadre du processus de rédaction de la NC TB
- Consultation pour l'élection des représentants au sein de l'assemblée générale du CCM
- Participation aux différents comités du CCM par les organisations de populations clés
- Participation à l'élaboration des notes conceptuelles.

Il a aussi présenté le processus d'élaboration de la mise en place du réseau des populations clés au niveau national qui a consisté à :

- Tenir une réunion d'information pour la mise en place du réseau
- Mettre en place un comité ad hoc pour l'élaboration des textes du réseau
- Proposer les textes aux différentes associations de populations clés
- Elaborer les TDR pour l'organisation de l'AG constitutive du réseau
- Proposer une date de l'AGC.

Il a terminé par la présentation des prochaines étapes et des associations identitaires des populations clés.

V- Divers

a. UNICO

La parole a été donnée à Mr Nicolas VAKO Président de l'Union contre la Coïnfection VIH, Hépatites, Tuberculose abrégé UNICO crée le 09 Janvier 2016. Il était accompagné de Dr KOUASSI Muriel membre de ladite structure. Il a présenté sa structure composée de 35 ONG travaillant déjà sur les populations traditionnelles, fédérée en un seul réseau et ayant à charge de mettre un accent particulier sur les populations clés. Le constat est que chez cette cible, les pathologies fréquentes sont : le VIH, les hépatites et certaines formes de tuberculose.

A sa suite, Dr KOUASSI Muriel, Directrice exécutive est revenue sur la présentation de la structure en localisant le Secrétariat permanent à Cocody Cité des Arts, Immeuble de l'ordre des médecins 2^{ème} entrée 1^{er} étage ; elle a aussi présenté leur bulletin d'information où figure le résumé de leurs activités.

Leur vision c'est d'arriver à avoir une société africaine où chaque groupe de la population a le libre accès aux services de santé liés au VIH, hépatites, tuberculose, cancers, et leurs co-infections. L'UNICO se veut être pionnière en matière de prévention et de prise en charge des populations dans ce domaine.

Au terme de la présentation, des échanges qui ont eu lieu ont posés la problématique de l'existence de cette nouvelle ONG. En effet, la création de l'UNICO en 2016 est postérieure à celles des ONG qui animent le CCM depuis sa création. D'où la préoccupation des membres des ONG telles que le RIP+, le COSCI, le COLTMR, le ROLPCI. (Comment être l'organisation pionnière si on fait partie des derniers nés des ONG de la lutte ? et quelles sont les actions menées par l'UNICO depuis sa création ?

En réponse, Dr Kouassi a indiqué que l'UNICO formait les ONG à s'approprier les populations clé car comptabilisant un grand nombre de Co-infectés. Mr VAKO a précisé que l'ONG Foyer du bonheur, ICHANGE, REDSIDA et autres de la sous-région faisaient partie du réseau UNICO il a donc appelé toutes les autres ONG à rejoindre le réseau.

b. ALLIANCE –Côte d'Ivoire

La Directrice Exécutrice d'Alliance Côte d'Ivoire a présenté le projet porté par le consortium PAC-CI-ALLIANCE Côte d'Ivoire. Projet soumis au FEI intitulé « l'amélioration de la qualité des services communautaires de la lutte contre le SIDA et la TB en CI grâce à la documentation scientifique » la formation à la méthodologie et au recueil des indicateurs et à la communication scientifique.

De façon spécifique :

- Appuyer la méthodologie et la documentation des approches pilotes et bonnes pratiques communautaires de lutte contre le VIH et la Tuberculose soutenus par le Fonds Mondial en Côte d'Ivoire
- Renforcer les capacités de 19 ONG (12 SSR, 6 SR et le PR) en documentation et communication scientifique ;
- Appuyer la diffusion nationale et internationale des résultats communautaires de lutte contre le sida et la tuberculose de la Côte d'Ivoire ;
- Réaliser le plaidoyer pour la prise en compte des résultats pilotes et des bonnes pratiques dans les stratégies, politiques et planifications nationales en Côte d'Ivoire et la sous-région.

Les experts de PACCI fourniront l'appui aux ONG engagées en vue de la valorisation des résultats et bonnes pratiques réalisées dans le cadre des programmes communautaires de lutte contre le sida et la tuberculose financés par le Fonds Mondial en Côte d'Ivoire.

En termes d'activités, il s'agira d'organiser une section de lancement d'orientation des parties prenantes sur le projet, d'organiser 4 sections de formation au profit de 50 acteurs communautaires sur la communication scientifique. Ces 50 acteurs proviennent de 9 ONG qui seront identifiées.

Ce projet va aider à renforcer les capacités du PR et de ses sous récipiendaires et sous sous récipiendaires pour la mise en œuvre d'une réponse efficiente dans le cadre de la TB et du VIH, ce projet va également cibler en priorité la documentation des interventions financées par le Fonds Mondial en Côte d'Ivoire en vue de leur visibilité et d'un passage à l'échelle de bonne. A la fin de la présentation, les membres du CCM ont donné leur approbation pour la soumission du projet à FEI.

c. ASAPSU

M Kouadio a présenté un projet d'ASAPSU devant être soumis à FEI (Initiative 5%) pour approbation, financement et mise en œuvre.

Ce projet intitulé « Amélioration des offres de services de santé adaptés aux besoins spécifiques des Jeunes filles, des jeunes professionnelles du sexe et des femmes dans les districts sanitaires d'Abidjan et District des Montagnes » doit être implémenté durant 36 mois pour un coût global de 956 500 Euros.

L'objectif général du projet est de contribuer à réduire les taux de mortalité et de morbidité liés au VIH/SIDA la tuberculose et le paludisme en renforçant les capacités techniques et institutionnelles en vue de l'amélioration de l'offre de services de santé aux besoins spécifiques des jeunes filles, des jeunes professionnelles du sexe et des femmes.

A la suite de la présentation du projet, des échanges ont eu lieu et les membres de l'AG se sont accordés pour endosser le projet sous réserve de la prise en compte des contributions et du partage de la nouvelle version du document pour validation.

Il s'agit entre autres suggestions de montrer le GAP dans les cibles pour éviter les doublons et faire ressortir l'aspect de la complémentarité du projet avec l'existant.

d. DPML-NPSP-PNDAP-LNSP

Dr KOUAME, pharmacien à la DPML a présenté le projet VERTIC. Ce projet est la résultante d'une réflexion menée par un consortium de 4 acteurs à savoir la DPML, la NPSP, le PNDAP et le LNSP.

L'initiative a été prise à partir d'un constat fait par la DPML relative aux médicaments du Sida, de la Tuberculose et du Paludisme ; elle a donc approché les autres structures afin d'élaborer un projet conjoint sur le canal de l'initiative 5%.

L'objectif général est de contribuer au renforcement du cadre juridique fonctionnel et organisationnel de la surveillance de l'assurance qualité pour garantir la disponibilité et l'accessibilité à des médicaments essentiels notamment les antipaludiques, les antituberculeux et les antirétroviraux sûrs, efficaces et de qualité.

Le budget de ce projet s'élève à 942.000 euro pour la période du 1 novembre 2016 au 31 octobre 2018.

On retient des échanges :

- Le souhait des membres de l'AG de voir les Agoras et Parlements associés à ce projet pour démanteler les réseaux de ventes illicites de médicaments ;
- Le désir d'impliquer les programmes nationaux en charge des trois pathologies ;
- La nécessité d'identifier la structure qui se chargera de mener les enquêtes de terrain ;

- Le souhait d'impliquer les 82 districts sanitaires pour une appropriation afin d'assurer la pérennisation.

Par ailleurs, au travers des échanges, il ressort que les aspects ci-dessous soient bien clarifiés :

- L'aspect répression devrait être exécuté par la police en charge de cette problématique ;
- L'ancrage du projet vu que toutes les structures composant le consortium sont autonomes
- Le cadre juridique.

A la fin de la présentation, les membres de l'AG ont trouvé le projet très ambitieux et ont donné quitus pour la soumission du projet à initiative 5%.

Autres points de divers

Le chargé de Programme VIH a informé les membres de l'approbation par le Fonds Mondial de la Note Conceptuelle Régional sur les Usagers de Drogue Injectable (UDI). De même, le projet COLTMR-CI soumis à FEI a été accepté.

C'est sur ces mots que la Présidente a mis fin à l'Assemblée Générale Ordinaire à 18H20mn.

Rédigé le : 24 Juin 2016

Nom : Dr. OUATTARA SANGA M.

Validé par l'Assemblée Générale du 13 octobre 2016

Dr. OUATTARA DJENEBA

Signature :

